la cause du peuple

nouvelle édition

N°14 mai 2012

Le journal du Front Révolutionnaire Anticapitaliste Antifasciste et Populaire

Préparons la révolution !

Formons les comités de lutte !

«Quel que soit le résultat des élections, préparons la révolution !»

C'est le mot d'ordre qu'ont lancé ensemble le Parti Communiste maoïste de France et le Front Révolutionnaire Anticapitaliste/Antifasciste et Populaire.

l'éditorial

Le constat de base de cette campagne électorale est le suivant :

Il n'y a pas de différence fondamentale entre le programme de François Hollande et celui de Nicolas Sarkozy.

★ Ils ne remettent pas en cause le système capitaliste et du coup ne pourront résoudre la crise. Ils sont les deux seuls candidats à pouvoir être élus.

★ Une forte majorité des classes populaires veut chasser Sarkozy. Pour autant, la plupart ne se font aucune illusion sur le PS. C'est pourquoi, au premier tour un fort pourcentage va voter pour le Front de Gauche.

★ En revanche, EELV, LO et le NPA sont laminés.

★ Le Centre a perdu presque la moitié de son électorat.

★ Le Front National n'a aucune chance d'être au second tour.

C'est ainsi que nous affirmons dans notre déclaration commune : *« Les programmes de tous les partis ont ceci en commun : aucun ne remet en cause le système, mais tous proposent de le réformer».*

Peut-on maintenir des emplois, s'opposer aux licenciements, sans remettre en cause le système, sans exproprier sans indemnités les grandes sociétés capitalistes, les grands moyens de production et d'échanges, les banques ?

Peut-on mettre sur pied un plan de décentralisation équilibré respectant l'environnement, le déploiement des moyens énergétiques diversifiés, une recherche pour satisfaire les besoins de l'humanité et non soumise à la loi du profit, sans détenir les moyens de productions et d'échanges ? Impossible.

De telles mesures permettront pourtant un plan de développement qui donnera à chacun et chacune un poste de travail, un logement, l'accès gratuit aux soins, aux loisirs, à l'éducation et à la formation continue.

La bourgeoisie « de gauche » ne veut pas s'attaquer aux racines du système et donner au peuple le moyen de gouverner pour son propre compte.

Le Front de Gauche n'a d'autre solution que de voter pour le PS qui gagnera probablement au 2ème tour. L'appareil d'Etat restera en place comme en 1981, les réformes promises ne seront pas tenues, la bourgeoisie revancharde utilisera tous les moyens pour défendre ses intérêts, ce qui favorisera la montée d'un fascisme moderne encore plus virulent que celui qui se construit pas à pas aujourd'hui. Ce dernier point est souligné par le score «historique» de Le Pen et renforcé par le fait que l'UMP a fait campagne sur des thèmes chers au FN.

Le capital financier règne en maître depuis les années 1880. Il est le produit de la fusion du capital industriel et du capital bancaire et s'il a évolué et s'est adapté à son époque, il ne s'est pas fondamentalement transformé. Il domine toujours toute l'économie, il la dirige.

C'est dans ce contexte que les gouvernements de droite ou de gauche proposent telle ou telle politique au gré des contraintes et des circonstances sans jamais remettre en question le système.

Si elle est au pouvoir, la «gauche» va-t-elle ordonner aux préfets d'appliquer la loi de réquisition de tous les logements vides ? Et s'il s'y oppose, va-t-elle le faire au moins contre les gros propriétaires, en les expropriant sans indemnités ? en socialisant la terre afin de stopper net la spéculation foncière sur les terrains ? Il est clair que la spéculation va continuer, que le gouvernement soit «de gauche» ou de droite, car tout ce que l'on peut espérer du PS dans ce domaine ressemble à un pansement sur une jambe de bois.

Comment peut-on dire, comme Hollande, *«nous respecterons les partenaires sociaux»*, organisations patronales comme syndicats, ou *«mettre votre épargne aux services des PME»*, c'est-à-dire séquestrer l'épargne populaire pour financer l'appareil de production capitaliste ? Cela constitue une forme de l'Etat corporatiste qui veut effacer les antagonismes de classe, qui veut faire croire que l'intérêt des ouvriers est le même que celui des patrons ; l'autre forme est celle du modèle de type «fascisme moderne» dont l'édification a commencé avec Sarkozy.

Quelle est la stratégie populaire à mettre en oeuvre ?

Nous rappelions dans notre précédent numéro que *«cette élection se déroule dans le cadre d'une crise du système capitaliste sans précédent».* Nous rappelions que *«les révoltes des pays arabes, dans une première phase relativement pacifique, se radicalisent peu à peu devant la répression policière et militaire, les provocations violentes et meurtrières de la réaction et l'impasse que représente le système parlementaire».*

«Les peuples font l'expérience du populisme en Amérique du Sud et se réorganisent en conséquence».

«Ils contestent la dictature des 'chiens de garde' et leurs maîtres impérialistes en Afrique. «se dressent contre le social-fascisme en Chine…contre Poutine en Russie»

«Ils s'engagent dans la guerre populaire en Inde, aux Philippines.»

La révolte se développe en Grèce, les manifestations massives se déroulent

sommaire

Lutte pour le logement

★Pour un front de lutte pour le logement *(p.3)*

★Nous avons des droits, défendons-les *(p.5)*

Lutte de classe

★Les Florange à Paris *(p.4)*

Lutte populaire

★Mobilisation contre l'aéroport de Notre Dame des Landes *(p.5)*

Antifa

★Attaque fasciste : 1 blessé grave *(p.6)*

Féminisme

★Tenon : droit à l'avortement *(p.6)*

Mémoire

★De mémoire d'ouvriers, l'autre France d'en haut *(p.7)*

Culture

★Vol spécial *(p.8)*

★Terraferma *(p.8)*

★Je suis un cri : Louise Michel *(p.8)*

en Espagne, au Portugal, en Italie. Dans tous les pays à différents degrés les travailleurs se révoltent contre le système.

Le capitalisme est en agonie. Pour survivre le plus longtemps possible, il doit durcir sa dictature, utiliser le réformisme pour gagner du temps, tromper les masses en vue de les mobiliser pour la «nation», pour sa «civilisation», afin de diviser le peuple et provoquer la guerre contre les immigrés avant la formation de blocs impérialistes pour repartager le monde, quitte à déclencher une guerre mondiale encore plus destructrice que la dernière.

Plutôt que de tomber dans le fatalisme, nous devons voir les possibilités qui se développent devant nous, nourries par le sentiment de révolte qui se répand et augmente.

Face à cette situation, nous devons travailler à diriger cette révolte vers un mouvement d'émancipation en opposition au mouvement réactionnaire basé sur des illusions.

Nous devons appliquer les mots d'ordre que nous réaffirmons avec détermination :

Quelque soit le résultat des élections, préparons la révolution !

Contruisons l'unité ouvrière sur les lieux de travail contre le patronat et les conciliateurs !

Construisons l'unité populaire dans les quartiers !

Partout où cela est possible, construisons des comités de lutte !

Organisons-nous dans le Front Révolutionnaire Anticapitaliste Antifasciste et Populaire pour nous défendre contre la réaction et le fascisme et passer à l'offensive !

Pour un front de lutte pour le logement

Il est grand temps qu'un véritable mouvement de masses se développe sur le front du logement.

Plusieurs luttes ont commencé à se coordonner et à se soutenir mutuellement et ont abouti à plusieurs manifestations et rassemblements communs.

C'est ce que craignent les municipalités, l'OPHLM, les grands propriétaires fonciers (immeubles et terrains), les préfectures, les promoteurs immobiliers, les marchands de sommeil, les spéculateurs, l'Etat capitaliste, ceux qui refusent la remise en cause de la sacro-sainte propriété privée tant sur les moyens de production que sur la propriété foncière.

Il faut donc contrer leur offensive contre les travailleurs, les pauvres, les mal-logés et les sans-logis, reprendre l'initiative, élargir la résistance aux expulsions, occuper les logements vides comme le font depuis des années des isolés, des mal-logés, des sans-logis, soutenus par des associations diverses, des individus, des démocrates et des progressistes.

Comme on dit, l' «UNION FAIT LA FORCE» !

Sur le département 93, alors qu'il y a 50 000 logements vides (2, 1 millions en France), il y a des milliers de mal-logés, de sans-logements, d'expulsés que nous ne connaissons pas. Il faut donc les recenser peu à peu, se coordonner ville par ville, établir une coordination départementale, régionale (Ile de France), puis nationale en prenant contact avec les comités de lutte, les associations, les occupants de logements vides sur les autres régions, et préparer un grand mouvement national d'occupation des logements vides, de lutte contre les expulsions des logements ou des sans-papiers.

Nous devons renforcer l'Unité malgré la diversité des situations : expulsés des HLM ou du privé, mal-logés, sans-logis, habitants des foyers, squatteurs (massifs, groupes ou isolés), en logements individuels ou collectifs, en logements insalubres, de surface insuffisante, en foyers taudis, hôtels ou appartements des marchands de sommeil, les célibataires vivant seuls ou attendant un logement de taille suffisante pour obtenir un regroupement familial, les familles avec ou sans enfants à scolariser ou en bas âge, etc.

Le FRONT DE LUTTE POUR LE LOGEMENT que nous devons construire est avant tout, comme son nom l'indique, un front qui regroupe sur le plan du logement des situations diverses, qu'ils soient des individus ou des collectifs d'une ou plusieurs nationalités. Ce qui doit forger l'unité, c'est l'obtention d'un LOGEMENT POUR TOUS, sur le principe «UN LOGEMENT, C'EST UN DROIT».

Pour les immigrés, il faut prendre en compte que certains ne peuvent pas obtenir de logement parce qu'ils n'ont pas de papiers et que les autorités refusent de leur en fournir bien qu'ils travaillent, paient des impôts, versent à la sécurité sociale et à la retraite qu'ils ne toucheront pas s'ils sont expulsés ou réduite s'ils rentrent au pays. Pour eux le DROIT AU LOGEMENT est conditionné par la lutte pour l'obtention des PAPIERS POUR TOUS.

LE FRONT DE LUTTE POUR LE LOGEMENT est contre toute discrimination ethnique, raciale, politique, ou religieuse.

LE FRONT DE LUTTE POUR LE LOGEMENT doit s'inscrire dans la démarche générale de développer et construire un vaste front de lutte contre toute exploitation et oppression, contre toute discrimination, contre le système qui génère le chômage, la misère, le racisme et le fascisme. ★

(tract diffusé lors de la marche des sans logis, mal logés et DALOs du 93–voir compte-rendu sur le blog : lacausedupeuple.blogspot.com)

Pour la libération immédiate de Georges Ibrahim Abdallah

C'est un peu plus de soixante-dix personnes qui ont répondu à l'appel et se sont retrouvées devant la maison d'arrêt de Fresnes (94), ce samedi 14 avril.

Ayant récemment déposé une nouvelle demande de libération conditionnelle, il a été transféré de la prison de Lannemezan (Hautes-Pyrénées) au «Centre national d'évaluation» (CNE) de Fresnes, où doit être évaluée sa «dangerosité», comme le prévoit la loi depuis 2008 pour les condamnés à de longues peines.

Sa précédente demande avait été rejetée en mai 2009, la justice ayant alors qualifié le détenu d'»activiste résolu et implacable» risquant de reprendre son combat révolutionnaire en cas d'expulsion vers le Liban. Mais «le ton a changé» récemment du côté des autorités, selon son comité de soutien, qui met également en avant les récentes déclarations de l'ancien patron de la DST (contre-espionnage intérieur) Yves Bonnet, favorables à une libération. Beaucoup d'informations ont révélé le rôle des services secrets américains dans le traitement judiciaire de cette affaire, en France…

Dans un entretien publié samedi 7 janvier par La Dépêche du Midi, le préfet honoraire Yves Bonnet, Directeur de la Surveillance du Territoire de 1982 à 1985, estime que le refus persistant de la part des autorités françaises de libérer Georges Ibrahim Abdallah est «absolument lamentable».

Arrêté en octobre 1984, Georges Ibrahim Abdallah serait devenu le plus vieux prisonnier politique de France, condamné dans un premier temps à quatre ans de prison pour détention d'armes et de faux papiers, puis à perpétuité. Les armes avaient servi à l'assassinat, à Paris en 1982, de deux diplomates : l'Américain Charles Robert Day et l'Israélien Yacov Barsimantov.

«J'ai un problème de conscience avec cette affaire. La France a trahi la parole donnée et on a voulu faire croire qu'à l'époque, Bonnet avait négocié tout seul. Je trouve cela ignoble car cela revenait à me mettre directement dans le collimateur des FARL. Aujourd'hui, presque 30 ans après les faits, je trouve anormal et scandaleux de maintenir encore Georges Ibrahim Abdallah en prison. Je considère qu'il avait le droit de revendiquer les actes commis par les FARL comme des actes de résistance. Après on peut ne pas être d'accord, c'est un autre débat. Mais il faut se souvenir du contexte, aussi, des massacres de Sabra et Chatila dont les coupables n'ont jamais été punis. Et aujourd'hui, la France garde cet homme derrière les barreaux alors qu'elle a libéré Maurice Papon ? J'aimerais rappeler aussi qu'on a remis en liberté l'assassin de Chapour Baktiar, qui lui, sur ordre de l'Iran, avait décapité l'ancien Premier ministre au couteau et lui avait coupé les mains. Ce type-là, qui a commis un crime atroce, a été libéré moins de 20 après les faits. Georges Ibrahim Abdallah, lui, est plus mal traité qu'un serial killer alors qu'il a commis des actes politiques», plaide Yves Bonnet, aujourd'hui âgé de 76 ans, et qui fut député UDF de la Manche, du renouvellement général de 1993 à la dissolution du 21 avril 1997.

C'est en scandant «Libérez Georges Ibrahim Abdallah !», «Palestine vivra, Palestine vaincra !», «Mur par mur, pierre par pierre, vos prisons nous détruiront !» que le cortège s'est élancé.

Beaucoup de jeunes de la Vallée aux Renards suivaient le cortège, certains s'exerceront au bombage.

Arrivés près du gymnase qui surplombe la prison et trois de ses miradors, des affiches, des banderoles ont été déployées tournées vers les cellules des détenus.

Un premier orateur rappellera que Georges est le plus ancien détenu des pourrissoirs de la République par l'application rétroactive de la loi Dati, votée elle aussi comme les lois autorisant le prélèvement d'ADN, pour lutter contre les délinquants sexuels…

Une manifestante informera la petite foule qu'au même moment à Beyrouth, devant l'ambassade de France, se tient un rassemblement de soutien pour la libération de Georges.

C'était l'heure de la promenade, Georges a pu appeler de la cabine.

Puis la manifestation est repartie solidement encadrée…avant de prendre le temps de se disperser.

Le jour suivant, dimanche, on apprendra que sur injonction de l'état d'Israël, les participants-tes à la mission Bienvenue en Palestine se verront, après consultation de listes, interdits-es d'embarquement dans nombre d'aéroports européens et ceux et celles qui purent débarquer à Ben Gourion furent immédiatement arrêtés-es.

Palestine vivra, Palestine vaincra. ★

Les Floranges ont manifesté à Paris

Les ouvriers de Florange ont marché huit jours, parcourant 300 kilomètres. Leur dernière étape partait de la Place de la République. Ils étaient trois cent ouvriers et leurs collègues de l'aciérie Mittal, des délégués et syndiqués de la Moselle et de la CFDT de la région parisienne. A la Tour Eiffel, ils ont été rejoints par des délégués et syndiqués de la CGT de Moselle et un certains nombre de syndiqués CGT de la région parisienne, au total environ 300 personnes.

Aucun représentant de l'UD ni des confédérations CGT ou CFDT ; pas de mobilisation ni d'appel véritable des partis politiques, mis à part quelques militants (PCF, anarchistes, maoïstes, NPA, Solidaires). Pourtant, la CGT a lancé un vaste mouvement pour la réindustrialisation de la France, mouvement théorique quand on voit le peu de mobilisation à Paris.

Le soir, beaucoup de gens ont néanmoins participé au soutien organisé autour d'un concert gratuit. ★

Nantes : mobilisation contre le projet d'aéroport à Notre Dame des Landes !

En 1970, la résistance des paysans contre le projet de l'aéroport a commencé. Depuis, un lieu de résistance, «La vache qui rit», a été créé et comme au Larzac, à «la Racamaderie», des maisons ont été occupées sur le terrain. Une présence régulière est assurée lors des prélèvements de terre. Des collectifs d'élus, de géographes, de pilotes ont apporté leur soutien. Une pétition a notamment recueilli 50 000 signatures. Des personnalités ont pris position contre le projet et une coordination de plus de 40 associations, collectifs et mouvements politiques multiplie les réunions d'information.

Depuis 2001, la mobilisation s'amplifie. Fin 2007, le projet est condamné par J-L Borloo qui déclare *«Nous n'augmenterons pas de manière significative les capacités aéroportuaires de la France»*. J-M Ayrault, maire de Nantes, intervient auprès de François Fillon pour sauver SON aéroport. Le projet est labélisé «HAUTE QUALITE ENVIRONNEMENT» en dépit de la loi Grenelle 1 qui affirme *«lutter contre la régression des surfaces agricoles et naturelles, contre l'étalement urbain, assurer une gestion économe des ressources de l'espace»* (sic !).

Poursuivons !

Quelle est la situation de l'aéroport de Nantes ? Il y a 3 millions de passagers pour 37 000 mouvements, sur 320 hectares avec une piste de 2900 mètres. La capacité actuelle est de 4 millions de passagers.

A titre de comparaison celui de San Diego (USA) n'a que 270 hectares pour 17 millions de passagers et 233 000 mouvements avec la même longueur de piste.

Le «futur» aéroport de Notre Dame des Landes est prévu pour recevoir une piste supplémentaire de 2750 mètres et une autre de 2900 mètres, mais pour seulement 4 millions de passagers supplémentaires !

Les terrains du Conseil Général (927 hectares) ont été transférés à AGO-VINCI Airports, mais il faudrait 2000 hectares pour tous les équipements connexes plus les mesures agro-environnementales compensatoires. D'autre part, Air France a prévu de passer des accords train-avion, les passagers à moins de 3 heures d'un HUB seront acheminés par TGV.

Outre que la perte de terres agricoles aux portes de Nantes compromettrait l'avenir d'une agriculture de proximité, le coût des travaux est de 551 millions d'euros : 310 millions à la charge de Vinci, le reste sera supporté pour 46 % par l'Etat et les collectivités locales, alors que réorienter la piste ne couterait que 100 à 160 millions.

Il existe des alternatives :

nouvelles procédures d'atterrissage ;

favoriser le train pour des distances de 1000 à 2000 kms ;

★ répartir les vols vacances sur les réseaux aéroportuaires (Paris, Aix-Marseille) ;

★ réorienter la piste de Nantes-Atlantique pour supprimer le survol de Nantes.

D'autre part les aéroports de proximité (Rennes, Lorient, Quimper, Angers) risquent de disparaître.

Les zones humides détruites seraient recréées ailleurs sur plus de 2000 hectares de terres agricoles.

Pour imposer son projet, l'Etat, aujourd'hui dirigé par la droite, et la municipalité de Nantes, dirigée par le maire et député PS qui sera peut-être ministre si Hollandes est élu, ont conclu ensemble un accord économique avec leur partenaire AGO-VINCI Airports sur le dos des contribuables et contre les paysans bretons.

Comme à Plogoff, il est possible de faire reculer le pouvoir qu'il soit de droite ou de gauche. Comme le dit notre Parti et le FRAP : «QUEL QUE SOIT LE RESULTAT DES ELECTIONS, PREPARONS LA REVOLUTION !» ★

Nous avons des droits, défendons les !

Aujourd'hui en France, il y a 2 millions de logements vides et plus de 3 millions de personnes qui vivent dans des logements trop petits ou insalubres. Beaucoup sont obligés de vivre en colocation ou dans des foyers sociaux.

Les jeunes travailleurs du foyer Daniel Féry vivent dans des logements insalubres ; ils subissent les cafards et les coupures d'eau chaude, les infiltrations d'eau et la vétusté… C'est dans ces conditions que les jeunes travailleurs construisent leurs vies et que les mères élèvent leurs enfants.

Revendiquer un logement décent est le minimum que l'on doive faire.

Pourtant, lorsque des résidents ont osé protester, on les a individuellement réprimés.

C'est intolérable ! Un droit est un droit, un droit ne se négocie pas, il ne s'abandonne pas, il ne s'achète pas, il s'exerce !

Les jeunes dans ce foyer travaillent et cotisent. Pour la direction, ils sont suffisamment adultes pour payer leur loyer mais semble-t-il pas assez pour être respectés.

Les résidents du FJT n'ont pas à craindre l'expulsion lorsqu'ils défendent leurs droits. Lorsqu'elle vit dans ces conditions, la jeunesse n'a d'autorisation à recevoir de personne pour se révolter ! ★

(Ce tract a été diffusé au Foyer Daniel Féry d'Argenteuil (95))

EN +

Vous trouverez des photos, des vidéos et différents compte-rendus sur le blog de la Cause du Peuple : lacausedupeuple.blogspot.com

Attaque fasciste : un blessé grave

Communiqué de l'Union Antifasciste Toulousaine du 02/04/2012.

Dimanche 1er avril vers 1 heure du matin, une fois de plus les fachos toulousains se sont à nouveau manifestés place Arnaud Bernard.

La place Arnaud Bernard était animée par la fête et la convivialité comme à son habitude, quand un groupe fit irruption sur la place. Une vingtaine d'individus groupés marchant au pas et plus ou moins cagoulés arrivent du boulevard Lascrosses. La démarche et l'attitude agressive des individus ne laissent pas planer beaucoup de doute : « c'est les fachos » crient certains fêtards de la place. En effet, ils parcourent la place en provoquant les badauds. Devant le regard médusé des gens en terrasse, les individus ont crié « Toulouse hooligans » tout en effectuant des saluts hitlériens. Après quelques minutes de latence, l'ensemble des gens sur la place ont vivement réagi pour repousser les assaillants qui avaient commencé à s'attaquer à la terrasse d'un café et aux clients d'un kebab.

En s'enfuyant vers la place Saint Sernin, les fachos ont grièvement blessé un étudiant chilien. L'intervention d'un témoin lui aura certainement sauvé la vie. En effet la victime dans le coma a été transférée à l'hôpital. Le pronostic vital fut au cours de la soirée engagé. L'état de la victime s'est amélioré dimanche après-midi. Sorti du coma, le blessé souffre de multiples fractures de la boite crânienne et d'une paralysie des membres. Selon nos informations datant de dimanche soir, la paralysie ne serait pas définitive.

Plus tard, une partie des gens qui venaient de se faire attaquer place Arnaud Bernard décidèrent d'aller demander des comptes aux fachos en allant à leur local du 36 allée de Barcelone. Avant même qu'ils arrivent à la porte, la police est intervenue en tirant au flashball. S'en suivi un contrôle d'identité et une fouille. La police effectua 5 interpellations. 4 personnes ont rapidement été libérées dans l'heure qui suivit. La cinquième personne est toujours en garde à vue lundi midi. A notre connaissance aucun affrontement n'a eu lieu non plus place Saint-Pierre.

Une fois de plus les fachos n'ont pas été inquiétés, malgré une ratonnade qui a failli coûter la vie à une personne, ils ont pu tranquillement continuer leur soirée. La police a été plus efficace défendre le local du Bloc Identitaire, que pour protéger les toulousains qui festoyaient à Arnaud Bernard… Nous nous étonnons de l'attitude des forces de l'ordre. Il semblerait que les « enquêteurs » croient tenir le « coupable idéal » de l'agression de l'étudiant. Selon nos informations, l'accusé était vers la place Saint Pierre au moment de l'agression. De plus l'accusé est antifasciste alors que l'étudiant a été agressé pas des fascistes ! En conséquence, nous demandons la libération immédiate de l'interpellé.

Plus qu'une rixe entre extrêmes, ce qui s'est déroulé dans la nuit de samedi à dimanche, s'apparente plus à une volonté de la part de jeunes hooligans d'extrême droite et des militants identitaires de venir agresser des personnes représentant tout ce qu'ils détestent à souhait : des manifestants occitanistes fêtant la réussite de leur manifestation, des populations d'origine étrangère, des jeunes de gauche, des kebabs, surtout une place et quartier symbolisant la diversité des cultures et le métissage qu'ils exècrent. ★

Union Antifasciste Toulousaine

Contact : antifa.toulouse@gmail.com

Hôpital Tenon : Droit à l'avortement !

Non, Non, tu n'as pas de nom, tu n'es que ce qu'on en pense, non, non tu n'as pas de nom.*

Ce samedi 31 mars à 10h30, c'est plus de 300 personnes qui ont répondu à l'appel publié entre autre sur paris indymedia afin d'empêcher les intégristes catholiques de venir tenter d'intimider les femmes et le personnel de l'hôpital par leurs chants et leurs banderoles.

Ils-les étaient une trentaine défendus par le même nombre de fourgons de crs qui entouraient Tenon. Ils n'ont pas digéré la réouverture du Centre IVG, obtenu par la mobilisation autour et dans l'hôpital.

Dans la nuit du 10 au 11 février, un engin incendiaire a détruit la porte d'une bénévole qui abrite l'association Ancic. Cette assos, fondée en 1979, défend le droit à l'avortement, à la prévention et à la contraception.

Malgré ces pratiques et contre l'avis du maire du 20°, le Préfet de police autorise et protège les manifestations publiques de Sos tout petits, au prétexte qu'ils ne constituent pas un « office religieux ».

Hé bien sachez que les passant-es, les personnes qui flânent sur le marché, les habitants-tes du 20°, sont choqués de supporter les cantiques et le bruit des chapelets, marre de voir les flics envahirent leur espace.

En Ile de France c'est plus de 2800 places dans les centres IVG, qui ont été fermés, en 4 ans, alors que la loi prévoit un Centre IVG par hôpital…

Dégagez de nos quartiers… ★

Voir également : http://collectifivgtenon.wordpress.com/

**Paroles et Musique : Anne Sylvestre 1973 « Les Pierres dans mon jardin »*

DE MEMOIRES D'OUVRIERS, l'autre France d'en haut

Deux salles (et seulement deux) proposent le film de Gilles Perret. Ce qui confirme dans la pratique une affirmation de l'auteur : «Aujourd'hui, les ouvriers restent toujours le plus grand groupe social constitué. Ils représentent 23 % des actifs. Pourtant les ouvriers n'occupent que 2 % de l'espace médiatique. Le mot même «ouvrier» a disparu de la dialectique pour être remplacé par agent, opérateur ou collaborateur. En 2002, lors de la campagne électorale, Lionel Jospin n'a pas prononcé une seule fois le mot «ouvrier». Alors que les employés et les ouvriers représentent 50 % des actifs, seul 1 % des députés provenaient de leurs rangs. La proportion d'enfants d'ouvriers ou d'employés accédant aux études supérieures diminue d'année en année pour atteindre aujourd'hui 27 %. Les ouvriers sont victimes de 50 % de la totalité des accidents du travail. En 2007, il y a eu seulement dans le bâtiment 187 morts sans que ce ne fasse la une des journaux».

Lorsque Nicolas Hatzfeld, universitaire, demande aux étudiants combien il reste d'ouvriers en France, la réponse arrive : «entre une centaine de milliers et un million ! Or, le monde ouvrier, c'est 6 millions de personnes, des métiers, des savoir-faire, des convictions, des passions, des pudeurs, des sentiments, des récits où le travail se confond avec la vie».

Le point de départ du film, c'est de rendre la parole aux ouvriers. Gilles Perret, le réalisateur, fils d'ouvrier lui-même, se lève contre l'oubli et le mépris médiatiques. A la télé ou à la radio, il n'y a que des publicitaires, des cadres, des dirigeants, des avocats, des employés de bureau. Gilles Perret rappelle qu'il n'avait donné la parole quasiment qu'aux patrons dans un film précédent : «Ma mondialisation» (2006). Ce film sur les mémoires ouvrières peut être perçu aussi comme un droit de réponse sur la situation actuelle donné à des gens qu'on n'entend plus.»

Le film a choisi des interlocuteurs qui ont un parti pris fort ou un regard affirmé. «Des gens qui se questionnent sur leur environnement social plutôt que «des gens qui ont démissionné de leur rôle de citoyen ou d'acteur social». Et ce choix est déterminant pour placer le film dans un cadre historique, de lutte, d'espoir et d'un certain optimisme. Il ne s'agit pas d'un film nostalgique. Les archives y sont utilisées pour décortiquer les mécanismes mis en œuvre et qui ont abouti à la répartition actuelle des fruits du travail et du capital. Les luttes, les avancées sociales, la détermination farouche des patrons : le film s'ouvre sur une scène où les patrons tirent à balles réelles depuis leurs fenêtres sur les ouvriers en grève. L'Histoire a retenu cet épisode tragique sous le nom de «La fusillade de Cluses».

L'épopée, car c'est bien à une véritable épopée à laquelle nous sommes conviés, se déroule en Haute Savoie, pendant les Trente Glorieuses, sur les immenses chantiers de construction des grands barrages hydro-électriques, des aciéries, des usines de traitement de l'aluminium qui à l'époque étaient situées près des sources d'énergie. Il faut voir les routes qui viennent éventrer les flancs de la montagne, tous ces ouvriers-paysans qui descendent des hauts villages dans la nuit et remontent après des journées de douze heures pour en entamer une deuxième comme paysans. Tous ces héros du travail n'étaient pas français : ils étaient aussi italiens, portugais, polonais, russes et vivaient côte à côte dans des cités ouvrières où leur vie était entourée de l'école, de la coopérative, du dispensaire liés à un patronat paternaliste qui avait, somme tout, bien compris son intérêt profond car les syndicats menaient alors une lutte sans compromis.

L'Histoire a retenu le nom d'un autre héros des luttes ouvrières de la région : Ambroise Croizat. Fils d'une tisseuse immigrée italienne et d'un ouvrier, apprenti –métallo à l'usine, CAP d'ajusteur-outilleur en poche grâce aux cours du soir, inlassable militant syndicaliste comme son père avant lui, il sera élu député communiste en 1936, il deviendra en 1945 Ministre du Travail et de la Sécurité Sociale et bâtisseur de la Sécurité sociale, créateur de la retraite pour tous, du statut des mineurs, de la caisse d'intempéries du bâtiment, de la loi sur les heures supplémentaires, des conventions collectives, des comités d'entreprise. Héros ouvrier reconnu par sa classe il sera accompagné par un million de personnes jusqu'au Père Lachaise.

Au moment où, une à une toutes ces conquêtes sociales sont grignotées et même enterrées, comment le film peut-il ne pas sombrer dans le défaitisme et le pessimisme ? L'auteur répond : «Je ne crois pas que ce film soit pessimiste. Il est réaliste. L'histoire sociale est faite de rapporte de force plus ou moins favorables à la classe ouvrière. Nous sommes bien obligés de constater qu'aujourd'hui ce rapport de force est plutôt défavorable aux ouvriers. Mais cela n'est pas immuable, c'est cyclique. C'est d'ailleurs sur cette note optimiste que j'ai voulu terminer ce film. Cependant pour que cela bouge, il faut que les gens soient éduqués quant à cette histoire». C'est dans l'esprit du réalisateur une sorte de contribution à cette éducation populaire si nécessaire.

Et ce n'est évidemment pas un hasard si les «nouveaux chiens de garde médiatiques» font tout ce qui est en leur pouvoir pour freiner cette prise de conscience, une des conditions subjectives de la révolution. Autre exemple : un documentaire sur la lutte exemplaire des «Conti», ouvriers à l'usine de Clairoix en France du groupe allemand Continental passe à 0h10 sur France 3 ! Le film montre comment s'est élaborée une stratégie de lutte collective et radicale qui a permis aux salariés de bénéficier d'un plan social hors norme, à défaut d'empêcher la fermeture de leur entreprise. C'est une lutte tellement exemplaire qu'il semble dangereux à la classe dirigeante de la montrer à des heures de grande écoute. ★

«VOL SPECIAL»

Nous sommes dans un pays bien propre : la Suisse, à Frambois, près de Genève. Nous ne sommes pas au «pays des droits de l'homme» où le nombre des expulsions est prévu et programmé chaque année. Mais on peut aussi, ici en Suisse, avoir travaillé plus de 14 ans, s'y être marié, y avoir eu des enfants et se retrouver enfermé sans jugement, sans avoir commis un quelconque délit et sans même connaître le délai de «rétention» avant une expulsion quasi automatique.

Il y a des grilles, des serrures, des gardiens faussement débonnaires, des activités possibles dans une cour grillagée et à la cuisine. Et aussi, comme nous sommes très près de l'aéroport, des avions qui survolent le camp à basse altitude et rappellent à toute heure le destin inexorable des «retenus administratifs».

Ici pas de violence brutale, trop choquante mais une atmosphère feutrée de contrainte qui va jusqu'à vouloir faire semblant d'expulser des «volontaires du retour» en quelque sorte ! Ces expulsés dits consentants sont néanmoins menottés dans la salle d'entravement, puis conduits jusqu'à l'aéroport. Ils seront ligotés à leur chaise, munis d'un casque et de couches-culottes jusque dans l'avion. Un «vol spécial» peut durer jusqu'à 40 heures pendant lesquelles ils restent attachés à leur siège. Pour que ces vols soient rentables, il s'agit d'embarquer des personnes de nationalités différentes et d'effectuer les escales dans plusieurs pays. Le fin du fin consiste pour les gardiens à procéder à des expulsions «sans larmes ni bagages» et surtout dans le calme. Pas d'éclaboussures, pas de révolte, pas de résistance. Tout va bien dans la meilleure des Suisse possible. Travaillez, produisez, payez vos impôts, n'ayez aucun droit et jusqu'à votre inexorable expulsion un jour ou l'autre et tout se passera très bien pour le plus grand profit du monde capitaliste. ★

TERRAFERMA

Nous débarquons sur l'île de Lampedusa où une famille de pêcheurs italiens se démène pour boucler son budget, avec les poissons qui se font de plus en plus rares et la vie de plus en plus difficile. Au point que la mère de famille décide d'améliorer les choses en louant la maison à des touristes et en se réfugiant pour l'été dans le garage.

Pourtant, vue depuis l'Afrique, Lampedusa, c'est la porte de l'Eldorado européen. Un éden qu'on gagne au prix de sa vie. Et si par miracle la mer n'a pas englouti la chaloupe surchargée, la police des frontières maritimes sera là, aux aguets pour repêcher les «desperados» afin de les renvoyer à leur misère nationale. (Cela nous rappelle d'autres naufrages et d'autres expulsions par la France cette fois aux antipodes entre Anjouan et Mayotte aux Comores par exemple).Ces scènes de naufrage sont devenues presque ordinaires tellement elles sont récurrentes dans l'actualité d'ici et d'ailleurs : le pillage et les guerres impérialistes contraignent des populations entières à la fuite en avant vers de faux eldorados où personne ne veut d'elles : on ne veut que les touristes (blancs en général et plutôt bien pourvus financièrement). Et c'est ainsi qu'on voit sur la même plage ceux qui sont venus pour le plaisir et ceux que la misère a convoyés et échoués là.

A Lampedusa, la loi interdit de prêter assistance aux réfugiés. Mais la loi de la mer fait obligation aux marins de porter secours aux naufragés en toutes circonstances. C'est ainsi que le même jeune homme perdu dans cette contradiction va un jour recueillir et convoyer ailleurs en lieu plus sûr une famille de clandestins africains et une nuit frapper à coups de rames des naufragés qui s'agrippent aux bords de son embarcation quand il promène en mer sa petite amie touriste !

Ce film est une fable, une sorte de métaphore qui met en images (très belles) la contradiction entre les nantis d'un monde et les dépossédés d'un autre. Il nous rappelle les paroles d'un communard Eugène Varlin (1839-1871) : *«Tant qu'un homme pourra mourir de faim à la porte d'un palais où tout regorge, il n'y aura rien de stable dans les institutions humaines.»* ★

«Je suis un cri !» : Louise Michel

La scène s'ouvre sur une femme vieillissante assise à son bureau. Louise Michel écrit ses Mémoires. Elle évoque sa naissance bâtarde, son amour et son admiration pour V. Hugo avec qui elle entretient une correspondance suivie, son engagement dans La Commune, sa déportation en Nouvelle Calédonie, son combat aux côtés du peuple Kanak, son retour en France, la prison et dès sa libération la suite du combat sous forme de nombreuses conférences dans toute la France : un combat généreux et inlassable en faveur des pauvres et des misérables, pour la justice, pour l'égalité entre hommes et femmes, contre l'oppression coloniale et l'injustice faite au peuple.

Le récit est entrecoupé de chansons d'hier et d'aujourd'hui qui rappellent que le combat commencé dans La Commune de Paris en 1871 fait entendre ses échos de lutte jusqu'à nos jours. «Le temps des cerises» chanté en langue Kanak a vraiment des accents très contemporains. ★

Théâtre Essaïon Paris

abonnement/contact

La **Cause du Peuple** vit **par et pour les luttes**. Ce journal est le fruit du travail d'une **équipe de militants et de militantes**.

Votre **participation** au journal est **importante** :

★Devenez **correspondant** (envoi d'informations sur les luttes de votre région ou autre) et/ou **diffuseur du journal** dans votre ville, département, région

★**Ecrivez nous** pour réagir aux articles ou **envoyez** directement vos articles à la rédaction

★**Collez** des affiches et autocollants de la CdP autour de chez vous (à demander par mail ou par courrier)

Vous pouvez aussi nous soutenir :

★**Abonnez-vous**
(20€ = 1 an–ou plus pour soutenir).

SR, 21 ter rue Voltaire, 75011 PARIS

lacausedupeuple@gmail.com

lacausedupeuple.blogspot.com

Imp. Spé.